

Chap 13 – Les transformations des structures sociales depuis le 19^e siècle

Aux côtés de la mise en place d'infrastructures et la mise en marche de la « révolution agricole », **W-W Rostow** insistait sur la naissance d'une « *nouvelle élite pour commencer à construire une société industrielle moderne* » pour préparer le *take-off* (*Les étapes de la croissance économique*, 1960). Nourrie par la pensée progressiste des Lumières et des physiocrates, une bourgeoisie sensible au progrès, avant la disparition de la société d'ordre (4 août 1789) et de la stratification légale, avait déjà diffusé ses idées libérales, propices aux échanges.

I- De 1830 à 1945 :

L'urbanisation pendant la première moitié du 19^e siècle est encore assez faible. La ville est considérée comme le « *tombeau de la race* », où règnent la prostitution, la violence ouvrière (cf. **Frégier**, *Des classes dangereuses de la population des grandes villes*, 1840), et où l'on meurt en raison de l'hygiène déplorable (cf. travaux de **J. Rougerie** et le tableau de **Villermé**, 1840). Mais la *crise mixte* de 1846-1851 ainsi que la modification du regard porté sur la ville entraînent une vague d'exode rural : sous le Second Empire (1852-1870), la physionomie de la ville est en effet bouleversée par les *grands travaux d'urbanisme* d'inspiration haussmannienne. Ceci étant, ces travaux déséquilibrent la composition sociale de Paris, ce qui oblige à la création de cités ouvrières ou d'habitations à bon marché (HBM) suite à la *loi Jules Siegfried* (1894).

L'industrialisation et l'urbanisation modifient la perception que les contemporains se font de la société ; progressivement émerge donc la notion de « *classe* ». L'image du bourgeois grassouillet, bête et conformiste est incarné par Monsieur Prudhomme (**Henri Monnier**, 1830), des « *classes dangereuses* » (**Frégier**) sont perçues côté ouvrier, **Léon Gambetta** parlera de « *couches nouvelles* » pour désigner les classes moyennes lors de son *discours d'Auxerre* (1874), tandis que la classe paysanne est ciblée lorsqu'on crée un Ministère de l'agriculture (1881) et le mérite agricole (1883). Parallèlement, les écrits socialistes (**Saint-Simon**, **Proudhon**, **Blanc**, **Marx**) dénoncent une *société de classes* tendant à se polariser.

L'industrialisation et la croissance économique renouvellent le spectre social. Dans la première moitié du 19^e siècle, nous sommes dans une « *France des notables* » (**André Jardin**), grands propriétaires fonciers à l'influence considérable sur la scène politique française. Mais la baisse de la rente foncière et la fin du suffrage censitaire (1848) sonnent le glas de ce vieux socle rural français ; et **Daniel Halévy** de parler de la « *fin des notables* ». Ce déclin permet l'affirmation de la *bourgeoisie*, classe désormais dominante, et l'émergence de nouvelles *élites secondaires* comme les ingénieurs (*complexification des machines*), les intellectuels (*développement de la scolarisation sous la troisième République* (1870-1940) et loi sur la liberté de la presse, 1881) et les « hauts fonctionnaires » (*recrutement sur concours*). La classe ouvrière voit quant à elle sa condition s'améliorer : elle s'affirme socialement grâce à la *loi Ollivier* (droit de grève, 1864) puis *loi Waldeck-Rousseau* (création syndicats, 1884), puis son niveau de vie

s'améliore grâce à une kyrielle de lois allégeant les conditions de travail (cf. *définitions*).

II- De 1945 à 1970 :

Le progrès technique réalisé dans les campagnes permet la mécanisation agricole, l'utilisation d'engrais et de progrès phytosanitaires, qui augmentent la productivité. Parallèlement est mise en place la PAC en Europe (*Conférence de Mansholt, 30 janvier 1962*) pour moderniser les exploitations et augmenter le rendement agricole. Un processus de « déversement » (Sauvy, *La machine et le chômage, 1980*) s'effectue donc du monde agricole vers l'industrie grâce à l'exode rural, phénomène que Michel Debâtisse qualifie de « révolution silencieuse ». La figure du paysan meurt, remplacée par celle de l'exploitation agricole : c'est « la fin des paysans » (H. Mendras, 1967). Parallèlement se développe le groupe des cadres (L. Boltanski, *Les cadres : la formation d'un groupe social, 1982*). La classe ouvrière continue à avoir une réelle conscience de classe dans le paradigme fordiste, puis progressivement, la hausse de leurs conditions de vie, la désacralisation du marxisme et la révélation du goulag par la publication de *L'Archipel du Goulag (1973)* de Soljenitsyne, la « fin du fordisme », la désindustrialisation et avec elles la diminution du nombre d'ouvriers à partir de 1974 tendent à faire reculer la lutte des classes et le militantisme syndical, dont le combat porte désormais sur des revendications davantage identitaires et surtout pour le contrôle de « l'historicité » (Touraine, *La voix et le regard, 1978*). Les années 1965-1984 sont ainsi celles de la « seconde révolution française » (H. Mendras, 1994), lors de laquelle les modes de vie se standardisent et la société se « moyennise » autour d'une vaste constellation centrale que Mendras illustre avec son « strobiloïde » (p.6).

Cette amélioration des conditions de vie fut rendue possible par l'Etat interventionniste des Trente Glorieuses. Celui-ci multiplie en effet les projets d'urbanisme et les mesures concernant le logement [cf. définitions] et l'enseignement, devient « Etat-providence » (*Sécurité sociale, alimentée par les cotisations des patrons et des salariés selon le principe de rétroaction keynésien*) et permet ce faisant l'amélioration des conditions d'existence grâce à l'accès à la consommation de masse et au loisir.

Le rapport entre les français et les mentalités en sont bouleversés. Le rajeunissement de la population française suite au *baby-boom* fait apparaître dans les 1960s une « civilisation de la jeunesse » à la culture « jeune » bercée par des valeurs hédonistes et qui va petit à petit faire entendre sa voix pour exprimer son rejet de l'autoritarisme (A. Sauvy, *La montée des jeunes, 1959*). Dans la continuité de l'essai existentialiste *Le Deuxième Sexe (1949)* de S. de Beauvoir, la femme s'émancipe et gagne en indépendance à partir de 1965, et l'emploi féminin augmente. Accueillis à bras ouverts à partir de la création de l'Office National de l'Immigration (1945) dans l'idée de combler le manque de main d'œuvre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les immigrés voient leur nombre doubler en 30 ans.

III- Depuis les 1980s :

La crise des 1970s ravivant l'inflation et le chômage et discréditant les thèses keynésiennes, l'Etat-providence des années 1980 va faire face à une triple crise (*financière, d'efficacité, de légitimité*) comme le souligne P. Rosanvallon dans *La crise de l'État-providence* (1981).

Les distinctions sociales refont surface, l'idée de lutte de classe de Marx s'exprimant désormais autour de la possession du **capital culturel** (P. Bourdieu, *La distinction, critique sociale du jugement*, 1979). Le retour des inégalités tend à affirmer une nouvelle polarisation de la société, avec d'un côté les ouvriers, « *France des invisibles* » (S. Beaud) mais encore bien nombreux, et la bourgeoisie, certes plus discrète, mais consciente d'elle-même, entretenant un fort culte de l'entre-soi qui participe de leur reproduction sociale à la fois à l'école et dans leur milieu lettré (Pinçons-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, 2000). Et L. Chauvel de parler d'un « *retour des classes sociales* » (*Les classes moyennes à la dérive*, 2006). E. Maurin tempère cependant ce constat, expliquant cette tendance par une « *peur du déclassement* » (*Les nouvelles classes moyennes*, 2012).

IV- Les apports du capitalisme :

Les mutations sociales du XIX^e apparaissent liées à la dynamique industrielle et aux processus de la RI, mais elles ne peuvent s'y réduire strictement. On a de nouvelles formes de rapports sociaux accompagnés de trois dynamiques majeures : le développement d'une société industrielle et urbaine, la montée de nouvelles polarisations sociales (*bourgeoisie et ouvriers*) et l'affirmation de conflits significatifs.

A) Une société industrielle et urbaine

1. Les mutations du monde rural

Les campagnes françaises restent très « pleines » jusqu'au Second Empire : combinaison de la croissance démographique et d'un faible exode rural. En 1880, les campagnes françaises atteignent leur maximum de population. La population continue de s'accroître. Cela s'explique par le maintien de la proto-industrialisation, qui contribue à maintenir la population sur place, puisqu'elle donne les moyens de vivre mieux. A cela s'ajoute le développement de la petite propriété foncière. Ce monde rural va progressivement s'ouvrir. L'essor et le développement des transports et des communications génèrent des flux et des mobilités plus significatifs. Néanmoins, le monde agricole connaît de nombreuses difficultés. On assiste à un mouvement significatif de baisse des prix agricoles : c'est la contrepartie des gains de productivité. Les coûts de production augmentent en raison du démarrage et du développement de la mécanisation agricole (*avec la batteuse*). Ce double mouvement est qualifié de crise des ciseaux.

Par ailleurs, on assiste à une crise de certaines productions avec la concurrence de nouveaux pays producteurs, le développement de maladie et la concurrence des produits industriels. La proto-industrie se fragilise : la concurrence des industries,

qui se diffusent et marginalisent de plus en plus la proto-industrialisation, exerce une pression à la baisse des salaires, les industries font des économies d'échelle. Ces difficultés sont particulièrement significatives au moment de la Grande Dépression : crise agricole dans les 1880s et le début de l'exode rural. Ces difficultés s'inscrivent dans des modifications structurelles : la place de l'agriculture dans l'économie diminue. En outre, l'agriculture devient une activité dominée par les principes marchands, soumise à une forte pression à la baisse des prix. Ces difficultés sont renforcées par la place politique et sociale de la paysannerie : les paysans sont nombreux, mais représentent fondamentalement un « *réservoir de voix* » plus qu'un acteur autonome. C'est une « *classe en soi* », et pas une « *classe pour soi* ». Ils ne sont pas un réel acteur politique : les premiers syndicats paysans se forgeront dans les 1890s, qui seront d'ailleurs plutôt des représentants des grands paysans.

L'exode rural se développe progressivement durant le XIX^e. C'est un mouvement que l'on peut identifier avant la RI. Ce n'est pas vraiment un exode : il est marqué au départ par des déplacements ponctuels entre monde rural et monde urbain, liés à des situations conjoncturelles : logique saisonnière, logique conjoncturelle économique (*en période de croissance, on quitte les campagnes, et inversement*), phase du cycle de vie. Dans les villes, des industries proposent dès les 1920s des logements à leur main d'œuvre afin de la retenir : avec un logement et un travail, on a moins envie de bouger. L'exode rural s'inscrit fréquemment dans une logique de réseaux ou d'interconnaissance : on ne part pas au hasard, on connaît des gens, dans les grandes villes on va dans les quartiers à forte densité régionale. L'exode rural se met en place de manière significative dans les 1880s, et s'installe difficilement, mais durablement.

2. L'urbanisation

Le rôle économique, social et politique des villes se transforme. Les villes conservent leurs fonctions traditionnelles administratives, judiciaires, universitaires et commerciales. A ces fonctions s'ajoutent de nouvelles logiques : la production industrielle (*avant la RI, la production est surtout artisanale, avec peu d'usines ; avec la RI, on a lien étroit ville-usines*) et les activités financières (*pour les plus grandes villes*). On assiste à une transformation de la hiérarchie urbaine : dans un contexte de hausse de la population urbaine, toutes les villes ne progressent pas au même rythme. Le chemin de fer joue ici un rôle important : il permet de faire émerger des nouvelles villes (*comme points de ravitaillement en eau et charbon*) et les villes qui le refusent voient leur développement freiné. La France évolue moins vite : ce n'est qu'entre 1932 et 1936 que la population urbaine devient majoritaire. Mais elle connaît quand même un fort changement, d'autant plus que la population augmente beaucoup.

Les villes connaissent de fortes mutations : modernisation (*éclairage au gaz*), équipements collectifs (*égouts*), avec progressivement le développement de l'eau potable, des constructions de meilleure qualité, des gares, le découpage en arrondissement : c'est l'urbanisme haussmannien. Dans l'immeuble parisien au XIX^e,

les inégalités se lisent de manière verticale : l'étable noble est le premier étage et plus on monte, plus on est pauvre. On observe des coupures entre les quartiers riches et pauvres à Paris, Londres ... Le dernier bidonville de Paris sera démoli en 1971. Les villes sont marquées par des difficultés : les gens quittent la campagne pour réussir, pour fuir la misère. Mais les villes, les équipements collectifs et les habitats suivent difficilement la croissance de la population. On meurt plus et plus violemment en ville qu'à la campagne. La violence est fréquemment associée aux classes populaires : « *classes laborieuses, classes dangereuses* ». La ville au XIX^e apparaît marquée par le dynamisme, mais aussi par des tensions : c'est un endroit où les inégalités liées à la RI, en particulier les difficultés de vie pour les ouvriers, se lisent le plus directement.

B) Une société polarisée ?

1. Les classes dominantes

L'aristocratie est en difficulté en raison de la perte de plusieurs pouvoirs. Tout d'abord, une perte de pouvoir politique, celui-ci n'est plus principalement et exclusivement réservé à l'aristocratie du fait de la montée des logiques démocratiques. Ensuite, une perte de pouvoir économique, ce dernier est essentiellement fondé sur la propriété foncière (*on ne travaille pas quand on est noble*). Or, les prix agricoles baissent, les coûts d'exploitation s'élèvent : la situation de l'aristocratie se fragilise. Enfin, une perte d'influence sociale de l'aristocratie : leur mode de vie n'est plus le mode de vie privilégié, dominant. Il n'apparaît plus comme le plus prestigieux. Cependant, ils conservent quand même une part de leur pouvoir sur le plan politique, en particulier dans des structures destinées à leur représentation. Les nobles ne deviennent pas pauvres, ils conservent une partie de leurs terres et de leur patrimoine. L'influence sociale des nobles ne disparaît pas totalement : il existe des clubs comme le *Jockey Club* qui sont un moyen de conserver un réseau. Enfin, il y a une reconversion du patrimoine aristocratique avec des alliances des familles bourgeoises (*le noble amène le nom et l'histoire, le bourgeois la richesse*).

La bourgeoisie ne naît pas à la RI, elle est déjà présente au XIII-XIV^e. Les définitions de la bourgeoisie sont plurielles : sens étymologique (*le bourgeois est l'habitant du bourg qui ne dépend pas d'un seigneur ou d'un roi, ses richesses sont fondées sur le travail*), sens marxiste (*celui qui détient le capital, « l'homme aux écus », celui autour de qui se fonde la logique capitaliste*) et sens historique (*il se différencie des ouvriers et des agriculteurs dans la mesure où il n'est pas en contact direct avec le travail*). Il y a des bourgeoisies, partageant des traits communs, mais marquées par des distinctions. **Jean Lhomme** analyse la montée de la bourgeoisie en 1960 dans *La Grande Bourgeoisie au pouvoir (1830-1880)*. Celle-ci tend à cumuler trois pouvoirs : pouvoir économique (*les industries naissantes, qui se développent, sont dans une large mesure gérées, mises en place et contrôlées par la bourgeoisie. En outre, le passage du capital foncier, commercial, à un capital industriel signifie l'affirmation de la bourgeoisie du point de vue économique*), pouvoir politique (*au XIX^e le suffrage était surtout censitaire, i.e. qu'il fallait un certain niveau de revenu pour voter. La représentation politique était essentiellement*

bourgeoise. La Révolution est faite par les bourgeois et les Présidents de la République sont souvent issus de cette bourgeoisie) et pouvoir social (c'est la bourgeoisie qui impulse des normes, des règles, des principes, qui caractérisent la société). Adeline Daumard reprendra ces travaux en 1962.

On peut observer la dynamique de ce groupe à travers différents points. Tout d'abord un mouvement d'expansion du groupe de la bourgeoisie, avec des processus d'ascension sociale sur une ou plusieurs générations. Ensuite, une diversité du groupe avec une distinction (*difficile et plurielle*) des petites (*les petits patrons, instituteurs et petits fonctionnaires*), moyennes (*entrepreneurs et négociations, hommes de lettre, journalistes*) et hautes bourgeoisies (*les grands banquiers et financiers, les grands industriels*), des bourgeoisies commerçantes, industrielles et financières. Enfin, on observe que la dynamique de la bourgeoisie durant la 2^{ème} RI s'infléchit pour deux raisons. En premier lieu, un mouvement d'ouverture lié au développement de nouvelles activités et à l'apparition de nouvelles fonctions dans les entreprises (*managers*), ce qui permettra d'accéder à la bourgeoisie. Enfin, l'apparition de « *dynasties bourgeoises* » avec transmission d'un patrimoine économique, mais également symbolique : la dynastie Périer (*Claude Périer toilier puis régent de la banque de France, Casimir Périer ministre de l'intérieur, Jean Casimir Périer sera Président de la République en 1895*) et la dynastie Schneider (*députés, industriels*). Le mode de vie bourgeoise s'affirme au sein de la société grâce à l'affirmation de valeurs bourgeoises autour de la famille et de certains principes. La famille est le cadre de socialisation et de transmission de l'éducation et des valeurs familiales. A travers les écrits d'**Alfred Motte Grimonprez** on voit l'importance de la famille, de l'éducation, et le souci de la transmission des valeurs familiales. En parlant de confort bourgeois, on voit l'importance du logement et de la domesticité : alors que l'aristocrate n'a pas d'intimité, le bourgeois a une vie privée. Les loisirs s'accroissent de plus en plus à la fois pour voir et pour être vu. Il est possible de synthétiser la situation de la bourgeoisie autour du titre de l'ouvrage de **Goblot** *La barrière et le niveau* (1928). La « *Barrière* » renvoie aux conditions d'accès à la bourgeoisie qui deviennent de plus en plus élevées, on a de plus en plus d'héritiers, et donc pour être bourgeois, il faut de plus en plus naître bourgeois. De plus, les places hautement qualifiées dans les entreprises requièrent un niveau de diplôme élevé. Le « *niveau* » renvoie aux caractéristiques de la vie bourgeoise qui se distinguent de celle du reste de la population.

2. La constitution de la classe ouvrière

On assiste à une logique d'évolution, de transformations, et la constitution progressive de la classe ouvrière. Il est difficile de pouvoir définir clairement les frontières du groupe ouvrier au début du XIX^e. Déterminer qui sont les ouvriers jusque dans les 1880s s'avère complexe, surtout en France. On est rarement ouvrier toute sa vie, on l'est rarement à plein temps, et on l'est rarement toute l'année. On peut être ouvrier seulement pendant de courtes périodes. Voici les raisons qui rendent la distinction difficile :

- Présence forte de l'activité industrielle dans les campagnes : on peut très rapidement basculer d'une activité à l'autre, en fonction de la conjoncture, mais aussi en fonction de la période.
- Existence de contrats de travail de courte durée : le CDI n'existe pas, les embauches se font « *au jour la journée* ». Dans les ports, le contrat de travail type, c'est une demi-journée.
- Instabilité significative de la main d'œuvre : les ouvriers sont embauchés, quittent leurs emplois, en trouvent un autre... Cette instabilité est en partie subie, car les flux de main d'œuvre sont partiellement impulsés par les employeurs, les producteurs, mais elle est aussi dans une large mesure choisie.
- Hétérogénéité importante du groupe ouvrier : on a à l'intérieur du groupe ouvrier différentes catégories, à savoir les non-qualifiés, qui représentent l'essentiel de l'instabilité, puis progressivement un nombre croissant d'ouvriers qualifiés, qui auront des privilèges. A Paris, les ouvriers qualifiés se font appelés les « *sublimes* » : ils auront, vis-à-vis de l'employeur, un certain pouvoir, car ils sont difficilement remplaçables, voire pratiquement irremplaçables, compte tenu de leurs compétences, de leur qualification.

On constate une montée significative du nombre d'ouvriers dans l'industrie : tous les actifs ne sont pas ouvriers, mais ceux-ci représentent une part importante de la population active industrielle. En 1807, on est à 2.7M, ce nombre étant multiplié par 2 en 1880. **G. Duveau** propose de synthétiser le cas de la France, en distinguant plusieurs catégories d'ouvriers : des grandes villes (*proches de l'artisanat qualifié*), des campagnes (*il partage son activité*), des villes à mono-industrie (*assimilation entre monde ouvrier et ville*) et des villes moyennes. Le groupe des ouvriers d'usine ne se stabilisera véritablement que dans les 1880s, i.e. que les ouvriers n'auront un travail stable qu'à partir de cette date, avec comme symbole la prise en compte des chômeurs dans le recensement de 1896.

3. La naissance de classes moyennes ?

Un des premiers auteurs à évoquer les classes moyennes est **Proudhon** en 1852. Il propose une première définition des classes moyennes : « *la classe moyenne [...] se distinguent en ce qu'ils travaillent et ont la responsabilités des pertes de leur état [...] tandis que leur prolétariat travaille à gage* ». La classe moyenne se distingue de la bourgeoisie dans la mesure où elle travaille (*alors que la bourgeoisie a du capital et vit de celui-ci, d'après Proudhon*), et se distingue du prolétariat dans la mesure où elle est à son compte, elle est indépendante (*alors que les prolétaires sont salariés*). On a une conception ternaire de la société, puisqu'il y a trois pôles, et non plus une conception binaire comme dans la stricte logique de **Marx**. Ce schéma d'analyse sera repris par **Weber** avec une définition spécifique des classes (autour *des conditions de détermination des revenus : sources et niveaux de revenus, plus que de la place par rapport à la propriété des moyens de production*). On peut distinguer d'une part les catégories en difficulté (*les exploitants agricoles, les petits commerçants*), le développement des fonctions de type tertiaire

(professions libérales, fonctions d'encadrement dans les entreprises, catégorie des employés), développement de la catégorie des fonctionnaires.

C) Tensions et conflits sociaux au XIX^e

1. La subordination de la classe ouvrière (en France)

Le statut juridique de l'ouvrier est marqué par l'infériorité face aux employeurs. La loi Le Chapelier de 1791 interdit les coalitions. La réintroduction du livret ouvrier en 1803 : l'employeur peut ne pas valider et ainsi empêcher l'ouvrier de trouver un autre travail. Le Code civil de 1804 privilégie l'employeur (*par exemple, l'employeur est cru sur parole en cas de conflit salarial, l'ouvrier doit prouver ce qu'il dit*). Un processus se met en place, et dans des conditions défavorables à l'ouvrier. Mais il est nécessaire de nuancer cela. En effet, la loi Le Chapelier interdit les coalitions, et renvoie à une logique libérale plus qu'anti-ouvrière et elle correspond à une certaine conception du lien social : l'objectif est de remettre en cause les corporations. La position sociale des ouvrier est marquée par l'infériorité mais caractérisé par la crainte des classes dirigeantes : les ouvriers sont craints, on craint leur violence et leurs révoltes. Louis Chevalier a d'ailleurs appelé un de ses ouvrages Classes laborieuses, classes dangereuses, à cause des mouvements de révolte ouvrières.

2. Organisation des ouvriers et développement des conflits

On a là un processus relativement long. Révoltes et organisations ne sont pas deux éléments, qui vont strictement se recouper. L'une n'implique pas l'autre, mais on a au XIX^e concurremment l'existence de ces deux phénomènes. On assiste à la mise en place d'organisations, qui regroupent ouvriers et travailleurs. Des sociétés secrètes regroupent des travailleurs, généralement très qualifiés : le compagnonnage en France prend de l'importance durant la RI, c'est un système de formation tourné vers l'excellence essentiellement dans le bâtiment ; Knights of Labor aux USA en 1869, qui regroupe sur une base relativement secrète des ouvriers très qualifiés, et cette société sera destinée surtout à établir des liens entre les ouvriers, à créer une solidarité. Des mutuelles sont créées avec la reprise en forme d'une organisation traditionnelle. Elles permettent d'assurer un minimum de protection sociale : c'est l'ébauche d'une sécurité sociale. Ensuite des coopératives, *i.e.* des regroupements volontaires de travailleurs notamment d'abord dans le domaine de la consommation puis de la production. La première coopérative est les « *Equitables pionniers de Rochdale* ». La plus grande en France est la Verrière Ouvrière d'Albi ; elles se développent dans le domaine de la consommation.

Les premières révoltes ouvrières s'expriment par la violence. Les révoltes luddites dans les 1820s en Angleterre visent à détruire des machines dans les manufactures. Généralement, ce sont des tisserands à domicile qui sont derrière cela. Une pression particulièrement forte s'exerce sur eux puisqu'on leur achète leurs produits moins chers, et ils pensent que c'est dû à la concurrence des machines. Ce n'est pas vraiment le fait que les machines prennent le travail, mais que la machine

empêche l'ouvrier de vivre en raison de la baisse de son salaire. Ensuite, à Lyon en 1831 la révolte des Canuts qui est l'un des derniers mouvements ouvriers de la proto-industrialisation est liée au refus par les négociants, d'un nouveau tarif plus avantageux pour les tisserands. L'Etat, au départ du côté des Canuts, les réprime durement quand il voit que le mouvement prend un aspect violent. Ainsi, la révolte ouvrière prend la forme de l'action violente avec un possible glissement vers l'émeute politique et la révolution.

Le XIX^e est marqué par un développement progressif de l'action syndicale, qui est un regroupement d'individus qui veulent faire valoir des intérêts communs. Trois acteurs expliquent ce développement syndical : affirmation de doctrines, de bases intellectuelles (*affirmation du socialisme utopique par **Thomas More**, de l'anarchisme de **Bakounine** et **Proudhon**, et de l'analyse marxiste*) ; évolution progressive de la législation en ce qui concerne le droit de grève et le droit d'association (*cadre législatif qui facilite la création de syndicats avec 1864 le droit de grève et 1884 le droit d'association*) ; rôle de militants qui structurent et impulsent les premiers syndicats (*par exemple **Martin Nadaud**, jeune originaire de la Creuse maçon, et qui sera élu député en 1848 ; il sera un acteur des révolutions de cette année*). Cette action syndicale reste cependant marquée par des difficultés significatives : répression policière, militaire et judiciaire ; tensions internes au mouvement entre les marxistes et les anarchistes, entre socialistes et communistes ; difficultés à mobiliser au-delà d'un cercle de militants ouvriers généralement qualifiés et dont l'activité est proche de l'artisanat.

Le développement de l'action syndicale se fait selon des formes propres au pays. En Angleterre se développe le TUC (*Trade Union Congress, 1860s*). Le premier syndicat français, la CGT créée en 1895 est composé d'unions locales et d'unions professionnelles. En 1906, la Charte d'Amiens pose comme principe l'indépendance entre syndicats et partis politiques. La même année est fondé le principe de l'anarchosyndicalisme, *i.e.* que les syndicats ont vocation à changer la société, mais cette révolution se fera à partir de l'action syndicale et non pas politique, et se fera à partir de la grève générale. Le mouvement ouvrier prend de plus en plus d'importance, mais cette affirmation est compliquée, problématique. De nouvelles formes d'actions apparaissent : 1^{er} mai 1886 à Chicago, grève pour la journée de 8h suivie de manifestations avec répression sanglante (*8-11 morts*) ; 1^{er} mai 1891 à Fourmies avec la commémoration des manifestations de Chicago, l'armée tire sur les manifestants (*10 morts*). Cela manifeste l'émergence du mouvement ouvrier, et le fait que manifester c'est risquer, et dans un certain nombre de cas, on va jusqu'à risquer sa vie.

3. Une amélioration de la condition ouvrière

L'amélioration essentielle porte sur le salaire : mouvement de hausse du salaire réel, particulièrement significatif à partir de 1850, période durant laquelle il n'y a pas d'inflation, voire même une baisse des prix, d'où une possible hausse du pouvoir d'achat. La deuxième moitié du XIX^e est marquée par d'autres évolutions positives, qui dans une large mesure découlent des progrès en matière de salaire : amélioration

des conditions de vie liées à la hausse du niveau de vie ; le groupe ouvrier devient plus nombreux et plus stable, plus visible socialement et politiquement ; le statut ouvrier s'améliore. Combinaison de différents facteurs pour comprendre les progrès de la condition ouvrière. Différents aspects se conjuguent et s'articulent mutuellement :

- Mouvement de croissance économique : le mouvement de la RI favorise l'amélioration des conditions de vie ouvrières, et des revenus. Il n'est pas certain que ce soit le principal facteur, mais la croissance est incontestablement une condition nécessaire. On sort de la trappe malthusienne.
- Évolution du rapport de force social : malgré des répressions, les grèves se terminent parfois par des victoires, des augmentations de salaire. Diversité des processus à l'œuvre : mutations démographiques et sociales, développement du suffrage universel, apparition de préoccupations sociales. La question ouvrière devient un élément de plus en plus important des débats politiques et sociaux : émergence de l'idée de « *question sociale* ».
- Action des employeurs qui prennent des initiatives. Développement du paternalisme comme mode de gestion de la main d'œuvre, *i.e.* l'idée que la relation entre les salariés et les employeurs ne se limitera pas à la stricte question du travail, mais que cette relation englobe des enjeux plus larges, et en particulier des enjeux correspondant à la vie quotidienne de salariés. **André Gueslin** définit le paternalisme de la façon suivante : « *un système régissant les relations entre employeurs et salariés d'une entreprise dans leur totalité* ».

On peut faire trois lectures du paternalisme : lecture idéologique (*système de gestion qui permet de masquer aux ouvriers la réalité de l'exploitation dans le cadre de la RI, afin de ne pas montrer que c'est une simple relation d'exploitation*), lecture culturelle, lecture économique (*correspond à la nécessité de stabiliser la main d'œuvre ouvrière et de la pousser à travailler de manière efficace ; il faut réussir à conserver les ouvriers dans l'entreprise et donc, en faisant en sorte que l'ouvrier n'ait pas seulement un salaire, mais aussi un logement qui contribuera à le stabiliser*). On peut illustrer ces pratiques paternalistes à travers Michelin à Clermont-Ferrand, toute une cité a été édiflée, les rues sont exprès nommées « *rue du bonheur* », « *rue de l'espoir* »... La conception dominante dans le patronat en France à l'époque : exercer une forte pression sur les salaires.

On observe un développement progressif d'une législation sociale. La première étape passe par la codification des conditions de travail des femmes et des enfants. La loi pionnière est la loi Villermé de 1841. Mais cette loi a des motifs complexes : il y a des inquiétudes de l'armée française. A l'époque, le service militaire (7 ans) s'effectue via un tirage au sort. Si les pauvres tirent le mauvais numéro, ils y vont, si les riches tirent le mauvais numéro, ils payent un remplaçant. C'est donc les pauvres qui font le service militaire. Or, ils sont en mauvaise santé et font donc des mauvais soldats. La deuxième étape est celle d'une réglementation plus large du temps et des conditions de travail, mais aussi de l'attribution de droits sociaux. La loi de 1898 sur les accidents du travail en France est importante, car elle pose le principe de la responsabilité de

l'employeur, sauf s'il arrive à prouver que l'ouvrier a commis une faute. **Léon Bourgeois**, proche de **Durkheim**, fonde la doctrine du solidarisme : politique sociale, droits sociaux. La société a légitimement intérêt à aider les ouvriers. Mais c'est surtout la crainte des révoltes qui la fonde. La troisième étape est celle de la mise en place des bases d'une protection sociale pour les salariés, avec le rôle pionnier de l'Allemagne de Bismarck dans ce processus. Une fois le système mis en place, ceux qui sont assurés doivent y participer.

Chiffres :

- Entre **1840** et **1850**, la population rurale française atteint son maximum avec 27,3 millions de ruraux, avant de décroître de manière continue
- La part de la population qui vit en ville passe d'environ 25% en **1851** à 40% en **1901**
- La part des agriculteurs dans la population active passe de 35% en **1946** à moins de 3% aujourd'hui
- Le taux d'urbanisation passe de 55% en **1946** à 75% en **1975**
- On passe de 1,7 million d'étrangers en **1945** à 3,4 millions en **1975**
- Les ouvriers étaient 5,5 millions en **2009**, cad environ 22% de la PAO

Citations :

- « *La forme d'une ville, hélas, change plus vite que le cœur d'un mortel* » (C. Baudelaire, « Le Cygne », *Les Fleurs du mal*, **1857**)
- « *Plus personne n'est moyen, si tout le monde l'est* » (H. Mendras, *La Seconde Révolution française 1965-1984*, **1994**)
- « *Mon cœur est français, mais mon cul est international* » (Arletty)